

# CONTRASTO



## sommaire n° 129

Edito <i>Anne-Cécile</i> .....	3
Nucléaire Suisse <i>E. Weiss</i> .....	4-5
Nucléaire France EPR <i>Ph. Progin</i> .....	6-7
Japon Fukushima <i>M. Schlegel</i> .....	8-9
Forum Social Mondial antinucléaire <i>J-L Pasquinet</i> .....	10-11
Prix Nobel de la Paix 2017 <i>ACR</i> .....	11
Regards dans le retroviseur <i>JJK</i> .....	12

### DEPUIS LE TEMPS QU'ON LE LEUR DISAIT!

Début octobre, Mme Thoma, la patronne des BKW (ex-Forces Motrices Bernoises et propriétaire de la centrale nucléaire de Mühleberg) nous a annoncé que le nucléaire ne peut survivre que grâce à des subventions massives des Etats! C'est la libéralisation du marché électrique qui a fait enfin reconnaître cette évidence, niée avec constance par des générations de nucléocrates.

Par ailleurs, cette libéralisation/privatisation lui inspire des propos curieux: elle plaide pour la privatisation intégrale des BKW en disant que leurs activités sur le marché libre fait courir «un risque immense» aux contribuables actionnaires... (?!?!). De toute façon, les pouvoirs publics n'auraient déjà plus d'influence sur l'entreprise, puisque près de la moitié des actionnaires pensent uniquement aux profits, et qu'il serait «malsain»(?) de résister à ces pressions. En fait, les BKW veulent se développer dans les services, car miser que sur la vente d'électricité est devenu «trop risqué» (entendre, pas assez rentable...), et qu'il n'est pas certain que la consommation d'électricité va continuer à augmenter. (Ah, enfin!).

Pour finir, elle assure que les 830 millions mis de côté pour désaffecter Mühleberg seront bien suffisants... Il est fort à parier que ça coûtera le double, et que c'est le contribuable qui devra raquer. C'est sûrement ça le «risque énorme»...!

*Olivier De Marcellus*



## ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

[www.contrAtom.ch](http://www.contrAtom.ch)

[info@contrAtom.ch](mailto:info@contrAtom.ch)

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1200 exemplaires

- Graphisme atelier Comput

- Imprimerie du Lion

#### - Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

**Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.**

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0**

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

## Chères, Chers ContrAtomistes,

**OUF, nous pouvons reprendre notre souffle!** L'antique centrale de Beznau n'a pas été remise en marche fin octobre comme annoncé! Pour une fois l'ISFN (Inspection fédérale de sécurité nucléaire) a bien fait son boulot: elle n'a pas autorisé le redémarrage de cette dangereuse installation et a exigé de l'exploitant Axpo des preuves supplémentaires concernant la sécurité!

Rappelons que Beznau est à l'arrêt depuis 2015 en raison des 925 micro-fissures découvertes dans la paroi en acier de la cuve sous pression du réacteur, c'est-à-dire directement dans le cœur de la centrale nucléaire. Depuis lors Axpo a annoncé à plusieurs reprises une nouvelle date de remise en marche, la dernière pour le 31 octobre, reportée dès lors à février 2018.

Selon la demande de l'IFSN, Axpo doit apporter des preuves complémentaires au chapitre de la sûreté de l'installation. Mais fournir ces preuves coûte la peau des fesses (surtout quand elles sont impossibles à apporter !) et Axpo freine des quatre fers! L'exploitant de Beznau a déjà injecté plus de 20 millions pour tenter d'apporter les preuves requises et par ailleurs le coût total de l'arrêt de la centrale s'élève déjà actuellement à 300 millions et d'ici la fin février la montagne des coûts augmentera encore de plusieurs millions!

**Comment dès lors comprendre l'entêtement à poursuivre une telle entreprise?** Du point de vue d'Axpo, il n'y a pas de doute quant à la sécurité de l'exploitation jusqu'en 2030. Actuellement Beznau en est à sa 48e année d'exploitation, en 2030 elle aura 61 ans. Sachant que l'âge moyen d'une centrale nucléaire dans le monde est de 29 ans, n'avons-nous pas ici affaire à une pure folie? Impossible donc de baisser la garde tant qu'une décision de fermeture définitive n'aura pas été prise à l'encontre de cette dangereuse installation!

**Et que se passe-t-il à la centrale de Leibstadt (AG) à l'arrêt depuis le 18 septembre 2017 pour sa révision annuelle?** Eh bien, figurez-vous que cette révision va durer plus longtemps que prévu car il y a des choses qui clochent sérieusement! Non, sans blague ?

Depuis plusieurs années, les barres de combustible présentent des anomalies dont la cause n'a toujours pas été déterminée. Normalement, en cas de doute on arrête tout, mais pas à Leibstadt, on se contente de changer les éléments défectueux et c'est reparti pour un tour ! Redémarrage prévu fin décembre et en voiture Simone!

**Où qu'on se tourne dans le monde la filière nucléaire en bout de course est source d'inquiétude et de remise en question, que ce soit en raison d'équipements nucléaires défectueux, de rafistolages ou tout simplement d'usure découlant du vieillissement des installations,** On apprend ainsi que la moitié des pompes de refroidissement du parc nucléaire français sont défaillantes selon l'ASN (Autorité de sécurité nucléaire) le gendarme français du nucléaire. L'état de 29 réacteurs sur les 58 que compte le parc nucléaire de ce pays est jugé dégradé. « Certains tuyaux sont tellement rouillés que l'épaisseur de leurs parois a diminué et pourraient ne pas résister en cas de séisme ou d'inondation » avertit l'ASN.

**«Plus possible d'avoir confiance dans la sûreté des centrales nucléaires avec les problèmes de pièces non conformes, de fraudes des constructeurs et d'irrégularités»** déclare Joël Guerry de Sortir du Nucléaire Bugey et d'ajouter: «La centrale du Bugey est particulièrement concernée:

**Bugey 5:** enceinte de confinement fuyarde rafistolée avec du lait de chaux et des résines qui fondront en cas d'accident grave.

**Bugey 4:** 2 générateurs de vapeur sur 3 très fragilisés par des taux de carbone non conforme suite aux fraudes du fabricant japonais JCFC.

**Bugey 3:** 8 fraude de Creusot Forge dont 6 graves et 112 irrégularités dont 98 non respect des normes de réglementations

**Bugey 2:** sans doute aussi des irrégularités mais pas encore audité. **La sûreté nucléaire n'est qu'un mythe!».**

**Beznau, Bugey, nous voilà mal pris! Résistance!  
Par-delà les frontières unis et solidaires contre le nucléaire!**

*Anne-Cécile*

## ENERGIE ÉLECTRIQUE SUISSE

**Nous avons réussi à stabiliser plus ou moins la consommation d'électricité en Suisse. C'est déjà bien, mais nous devons encore faire des efforts pour réduire cette consommation. L'énergie électrique ne représente que 25% de la consommation d'énergie globale en Suisse, le reste c'est surtout de l'énergie fossile (64%, dont 16% de combustibles pétroliers, 34% de carburants et 14% de gaz) qui produit beaucoup de CO2 et a une efficacité (rendement) très faible (voitures, avions), mais par contre est facile à stocker.**

Pour remplir notre promesse concernant le climat, c'est-à-dire réduire notre part de CO2, nous devons faire d'énormes efforts. Réduire la consommation d'énergie fossile veut dire réduire notre chauffage grâce à une meilleure isolation des bâtiments et réduire notre consommation d'essence pour les voitures et les avions.

Réduire la consommation pour les voitures passe par une réduction de l'utilisation et par des voitures électriques. Mais la voiture électrique a encore deux grands problèmes: les batteries et la production d'électricité. Les fournisseurs de batteries vont faire des progrès, mais le problème des déchets n'est pas encore résolu. La production supplémentaire d'électricité doit être renouvelable. La consommation d'une voiture électrique est d'environ 15 kWh/100 km, autrement dit environ 1800 kWh pour 12'000 km annuel, équivalant à 10 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques. C'est beaucoup, mais nous devons exiger que pour l'achat d'une voiture électrique soit incluse l'installation de 10 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques (ou une autre forme d'énergie renouvelable). La meilleure solution est logiquement d'utiliser les transports publics (les transports «électriques» utilisent seulement 8,5% de notre énergie électrique, dont 6% pour les CFF qui transportent 1,25 million de passagers par jour et les 2,5% restant pour les trams, les trolleybus, les téléphériques et les autres remontées mécaniques de la Suisse entière).

**En acceptant la stratégie énergétique 2050 en mai 2017**, nous avons décidé d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse. En même temps, nous avons donné des directives pour les utilisations et les productions des énergies. Malheureusement nous n'avons quasiment rien défini pour nos vieilles centrales nucléaires. A l'heure actuelle, seules des raisons de sécurité arrêteront une centrale nucléaire et cette sécurité est jugée par l'IFSN (Institut Fédéral de Sécurité Nucléaire). **Nous sommes déjà depuis longtemps d'avis que nos 3 vieilles centrales nucléaires (Beznau 1 + 2 et Mühleberg) ne remplissent plus les critères raisonnables de sécurité, mais en Suisse c'est l'économie qui prime.** L'exploitant (BKW) de la centrale nucléaire de Mühleberg a déjà décidé d'arrêter la centrale pour des raisons financières en 2019. La présidente des

BKW, Mme Thoma, veut privatiser la société (participation du canton de Berne actuellement de 52%) pour augmenter les bénéfices.

Selon une étude commandée par la Confédération au Paul Scherrer Institut (PSI), sortie en novembre 2017 (Potentials, costs and environmental assessment of electricity generation technologies / Potentiels, coûts et évaluation environnementale des technologies de production d'électricité), le coût de production nucléaire est entre 0,04 et 0,06 Fr/kWh et une étude de la SFEN (société française d'énergie nucléaire) confirme ces valeurs. Le prix au marché européen d'électricité pour le courant en bande (non réglable) est entre 0,02 et 0,04 Fr/kWh, autrement dit: on perd environ 0,02 Fr/kWh et cela représente pour Mühleberg 55 millions de francs par année.

Selon une information du journal zurichois «Tages Anzeiger», la perte est d'environ 1 million de francs par jour d'arrêt pour la centrale nucléaire de Leibstadt, ce qui correspond à 3,5 cts/kWh.

**Les grands exploitants réclament des centimes additionnels pour les grands barrages**, mais cela n'est pas pour l'hydraulique, c'est pour couvrir les pertes des centrales nucléaires (selon l'étude du PSI, mentionnée plus haute, les coûts des centrales hydrauliques «grands barrages» s'élèvent à environ 6 cts/kWh, mais le prix du marché d'électricité du courant réglable est entre 5 et 16 cts/kWh). Ils mettent les barrages en avant parce que personne n'est prêt à ajouter un centime pour le nucléaire. Ces mêmes exploitants sont aussi propriétaires de nos centrales nucléaires (AXPO, ALPIQ, BKW) et ces pertes passent en comptabilité interne à l'hydraulique. Heureusement, ces mêmes sociétés ont échoué dans leur tentative de réduire les redevances de l'eau pour les communes de montagne. Elles cherchent par tous les moyens à remplir leur caisse pour combler leur mauvaise gestion.

**Nos centrales nucléaires vont mal.**

**Beznau 1** n'a heureusement pas encore redémarré. L'exploitant (AXPO) a fait la demande de démarrage à IFSN pour fin octobre. Pour une fois, l'IFSN a renvoyé la demande pour un complément d'information et cela repousse un éventuel démarrage à fin février 2018. Ce report ne va en rien améliorer les sécurités du réacteur, les 925 défauts sont toujours là, les exploitants ne réparent rien, ce sont seulement des rapports qui sont échangés. La centrale Beznau 1 est hors service depuis le 13 mars 2015, cela fait donc environ 350 millions de francs de perte. En tenant compte de la moitié des coûts d'investissement de la révision 2015 de Beznau (700 millions annoncés par AXPO), on arrive à un coût total de 700 millions de francs pour Beznau 1. Cela correspond à une augmentation de 2 cts/kWh avec l'espoir d'AXPO de prolonger l'exploitation de 10 ans!!! Une très mauvaise gestion de la part d'AXPO! Les pertes seraient plus faibles en arrêtant Beznau 1 immédiatement. A cela il faut encore ajouter les problèmes de

corrosion de la cuve, constatés en 1990 (des trous mesurés en 2008 jusqu'à une profondeur de 4 mm à l'intérieure et 5,2 mm à l'extérieur, jamais réparés). En plus, il y a probablement beaucoup d'autres problèmes à cause de l'arrêt de 3 ans. **La plus vieille centrale nucléaire du monde est vraiment fatiguée.**

**Pensez à consulter régulièrement notre site ([www.contra-tom.ch](http://www.contra-tom.ch)) concernant une manifestation en cas de démarrage de Beznau 1.**

L'IFSN a déclaré que la teneur de carbone des générateurs de vapeur des deux réacteurs de la centrale de Beznau (4 générateurs de vapeur), ainsi que les 3 générateurs de vapeur de la centrale de Gösgen correspondent aux prescriptions. Vraiment?

**Leibstadt**, les problèmes de qualité des barres de combustible à la centrale nucléaire de Leibstadt (KKL) continuent. Après la corrosion des tubes des barres de combustible de 2014 à 2016 (phénomène d'assèchement, «dryout»), il y a maintenant pendant l'installation des nouvelles barres de combustible dans le réacteur 16 barres de combustible neuves avec des défauts de fabrication (AREVA!!). En plus, il y a aussi 6 barres de combustible avec les mêmes défauts et du même fabricant, mais étant déjà en service depuis 3 à 4 ans. Une fois de plus une très mauvaise gestion des contrôles de qualité de l'exploitant et de l'IFSN. Ils n'ont rien vu en 2013/14 lors de l'installation et rien vu non plus lors des contrôles à la fin de fabrication. **Qui fait encore confiance aux contrôles qualités de l'IFSN, de l'exploitant et du fabricant?** Les 22 barres défectueuses plus 2 barres sans défaut du même fournisseur sont remplacées par des barres d'un autre fabricant. AXPO est le responsable de l'approvisionnement des barres de combustible. Le redémarrage est repoussé à la fin décembre 2017 (encore 60 millions de francs de plus pour l'arrêt prolongé). Pourtant, Leibstadt est la plus jeune centrale nucléaire en Suisse...

**Mühleberg: arrêt définitif de la centrale pour fin 2019.** L'IFSN a publié une prise de position sur la procédure d'arrêt. Cette prise de position a des lacunes concernant la sécurité. **Elle admet pour des raisons financières une réduction des contrôles de vieillissement. Nous demandons qu'au minimum ces contrôles continuent pour le bassin de stockage des éléments de combustible.** Ces éléments sont hautement radioactifs et vont rester jusqu'à la fin 2024 à Mühleberg. Aussi le traitement et le contrôle des eaux de refroidissement (radioactivité) doivent continuer jusqu'au départ des éléments de combustible à Würenlingen (dépôt intermédiaire).

**Nos centrales nucléaires arrivent à la fin de leur vie, mais les exploitants, l'IFSN et le Conseil fédéral poussent la limite toujours plus loin en privilégiant l'économie à la sécurité.**

**Quand même une bonne nouvelle pour terminer:** les sociétés AXPO, BKW et ALPIQ (les exploitants des nos centrales nucléaires) ont décidé de retirer leurs participa-

tions de 15% au consortium de la centrale nucléaire de Fessenheim pour la fin de cette année.

*Erwin Weiss*



## DES CUVES, DES COUVERCLES ET DES PIÈCES NUCLÉAIRES HORS NORMES: MAIS QUE SE PASSE-T-IL DANS L'HEXAGONE?

Ca y est, ça devait arriver. Ils ont rendu le nucléaire encore plus dangereux qu'il ne l'est. Depuis des années, EDF, AREVA et l'ASN ont trompé et trompent encore le monde. La mise en danger de la population s'avère encore plus inquiétante quand on sait ce qui se passe dans les arrière-boutiques des champions du nucléaire français.

### De quoi parle-t-on?

De la fabrication de cuves de réacteurs nucléaires, de couvercles, de générateurs de vapeur et autres pièces forgées sur le site du Creusot en Bourgogne.

### Quel est le problème?

Le taux de carbone dans l'acier est hors normes et peut provoquer des accidents très prévisibles.

Il faut savoir qu'une cuve de réacteur nucléaire doit être apte à se déformer sous l'effort sans rompre, mais aussi devoir résister à la propagation d'une fissure sous contrainte mécanique. Cela est valable aussi pour les

couvercles et fonds de cuve, les viroles des générateurs de vapeur et certaines tuyauteries.

Des anomalies ont été constatées sur certaines pièces forgées au Creusot et au Japon. Ces anomalies proviennent d'une concentration de carbone trop élevée lors de la fabrication de l'acier. Ce défaut dans certaines pièces des centrale nucléaires les rend à la fois plus dures et plus fragile. Quand elles fonctionnent normalement, cela ne pose pas de problèmes mais en cas d'arrêt d'urgence du réacteur, la baisse de température entraîne une contrainte forte sur les matériaux ce qui peut conduire à des accidents tels que Tchernobyl, Fukushima ou encore pire.

### Où se trouvent ces pièces défectueuses?

L'installation nucléaire la plus menacée donc menaçante, est l'EPR de Flamanville. Vous me direz qu'il ne fonctionne pas encore, c'est vrai. Mais quand on sait qu'il est équipé d'une cuve, d'un couvercle et d'un fond provenant du Creusot et que des taux de carbone ont été contrôlés excessifs, il y a de quoi avoir peur pour la suite.

Dans toute la France, ce sont au total 32 des 58 réacteurs nucléaires où sont en fonction des pièces fabriquées par AREVA au Creusot dont 18 générateurs de vapeur. Les générateurs de vapeur sont des équipements importants pour la sûreté car ils constituent une partie du circuit primaire des réacteurs. La partie présentant de fortes teneurs en carbone est un composant hémisphérique en acier situé à la base du générateur de vapeur. Il permet de confiner l'eau du circuit primaire.



### Pourquoi un taux de carbone trop élevé?

**Un peu d'histoire d'abord:** la forge du Creusot date de 1782 et grandit au fur et à mesure pour arriver en 1969 à près de 22'000 salariés, et un savoir-faire au sommet. C'est au début des années 60 que l'usinage de pièces nucléaires commence au Creusot. Avec l'achèvement des principales centrales françaises, la demande s'essouffle et les commandes diminuent. Le 28 juin 1984, la société Creusot-Loire dépose le bilan (faillite retentissante). Après quelque changement de noms, de propriétaires et de magouilles, en 2003, l'homme d'affaire Michel Bolloré rachète Creusot Forge pour 800 000 euros et le revend en 2006 pour 170 millions d'euros à Areva (quelle bonne affaire alors qu'AREVA aurait pu l'avoir en 2003 pour 1 million d'euros). Pendant toutes ces années, le savoir-faire se perd et les procédures s'émoussent. Les contrôles de qualité laissent à désirer et la technique n'est plus au point ce qui mène à la situation présente.



### Mais encore?

Déjà en 2005, certains responsables font des remarques écrites à EDF pour signaler des problèmes chez Creusot Forge.

**Qu'a fait l'ASN face à ces problèmes?** En 2005 déjà, elle avertit AREVA, par l'intermédiaire de son président de l'époque qu'elle devrait se séparer de son fournisseur (ou le racheter!!). Le 16 mai 2006, l'Autorité insiste auprès d'EDF: «En 2005, les fabrications (...) du forgeron Creusot Forge ont été émaillées de nombreux incidents: nombre de rebuts importants, écarts constatés au cours des inspections (...)». L'alerte est claire. Malgré cela, la décision est prise de forger le fond et le couvercle de l'EPR de Flamanville au Creusot. A peine sortis de la forge, l'ASN s'inquiète. Elle écrit à AREVA pour lui demander de démontrer que les 2 pièces sont bien conformes à la réglementation. L'ASN demande mais ne reçoit que les réponses qu'AREVA ou EDF veulent bien lui donner. Elle ne découvre rien elle-

même: elle est dépendante du bon vouloir des exploitants. Dans l'affaire de la cuve et des pièces défectueuses, il suffit de se reporter au tout premier communiqué de l'ASN pour constater qu'il commence par la formule consacrée: «L'ASN a été informée par AREVA d'une anomalie de la composition de l'acier dans certaines zones du couvercle et du fond de la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville». C'est donc formellement l'ASN qui rend publique l'affaire, certes, mais seulement parce qu'elle y est contrainte par AREVA. L'ASN savait depuis des années qu'il y avait de graves problèmes sur la cuve de l'EPR mais a décidé de ne pas en parler de même qu'AREVA et EDF.

### Pourquoi l'ASN agit-elle ainsi?

Parce qu'elle est dépendante des informations qu'elle reçoit. Elle accepte de restreindre sa marge d'action face aux pressions exercées par les industriels alors que **le rôle d'une autorité de sûreté n'est pas de ménager les intérêts de l'industrie nucléaire, mais bien de protéger les populations!** En ayant validé la cuve de l'EPR, elle a commis une lourde faute et est tout aussi coupable que les autres acteurs du nucléaire. Il faut s'imaginer que l'EPR est une vitrine industrielle de la France et que son démantèlement engendrerait une immense perte commerciale pour l'État français (les coûts ayant triplés, AREVA nage déjà depuis longtemps dans les chiffres rouges, EDF est engagé en Chine et en Finlande sans succès et d'ici peu en Angleterre et que tout ce beau monde appartient à 65% à l'État français) donc, on continue et on laisse faire quitte à créer un monstre qui risque à tout moment de péter. Dernière décision en date: L'EPR de Flamanville sera mis en service en 2019 avec un couvercle à changer dans les 5 ans soit en 2024. Si rien de grave ne se produit d'ici là. Espérons qu'ils n'arrivent jamais à leurs fins!

*Philippe Progin*

*Source:*

*L'Observatoire du Nucléaire / Sortir du nucléaire France  
France-Inter / Secret d'info / Le Courrier.*



## FUKUSHIMA LA DOUBLE PEINE

Le 12 octobre 2017, Greenpeace accompagnait Mitsuko Sonoda devant le Conseil des droits de l'homme afin de défendre le sort des déplacés de la région de Fukushima. Mme Sonoda a quitté volontairement son village trois jours après le début de la catastrophe nucléaire en 2011. Comme des dizaines de milliers d'autres victimes, elle doit essayer de reconstruire sa vie, loin de ses racines, dans la crainte de la maladie et en étant abandonné par l'État.



© La Souris Verte / Greenpeace

12 octobre 2017, Mitsuko Sonoda arrive sur la Place des Nations aux alentours de 8h du matin. Cela fait une heure que les militants Greenpeace sont présents sur place. Ils déploient 2 bannières et ont installé une grue géante (l'oiseau, pas la machine de chantier) en origami à côté de la Broken chair. L'action, qui a été dûment autorisée, attire les regards. Il faut dire que parmi les passants on retrouve de nombreux japonais se rendant à la séance préparatoire à l'Examen périodique universel du Japon sur les questions des droits de l'homme. Certains sont fâchés, à l'image de cet homme qui tout en photographiant l'Origami invective copieusement une des militantes. D'autres se réjouissent, comme ce transsexuel nippon se rendant à la même séance pour y défendre une autre cause.

Si dans ses gestes et son attitude, Mme Sonoda fait preuve de la réserve qui caractérise le plus souvent les adultes du pays du soleil levant, les mots qu'elle prononce sont clairs: elle est ravie. Non seulement l'action permet d'attirer l'attention sur la cause qu'elle défend avant la réunion préparatoire, mais elle bénéficie aussi de l'attention des médias. Un photoreporter de Keystone et le correspondant local de L'ATS sont venus couvrir les faits. Leur article sera repris par pratiquement tous les portails en ligne de la presse romande, et la photo sera visible le lendemain dans la version locale du 20 Minutes. Mitsuko Sonoda et les deux employés de Greenpeace Japon qui l'accompagnent remercieront généreusement les militants Greenpeace pour leur soutien. Il s'ajoute à celui des nombreux citoyens japonais

qui ont cotisé dans le Crowdfunding qui a permis de financer le voyage de Mme Sonoda et ses activités à Genève.

#### L'oubli: cet ennemi qui ne dit pas son nom

Recevoir autant de soutiens doit être un drôle de soulagement pour Mitsuko Sonoda. Dans son pays natal, les déplacés de Fukushima ont pourtant de quoi se sentir abandonnés. Mitsuko, son mari et son fils ont quitté leur domicile en mars 2011 de façon volontaire. Pendant 2 ans, au bénéfice d'une rente de soutien de l'état, ils ont essayé de refaire leur vie à Kyoto, avant de quitter le pays et de s'installer en Angleterre, terre d'origine du dit mari. Au Japon, 27'000 personnes partagent un sort similaire. Avec peu d'espoirs de voir leur verdoyante région natale se libérer du spectre de la radioactivité.

La région ceinturant la centrale nucléaire de Fukushima Daïchi est une zone rurale magnifique, couvertes de forêts, de collines et de cours d'eau. Un cadre bucolique, mais très difficile à décontaminer. Si les autorités affirment avoir pu débarrasser certaines localités locales des éléments radioactifs qui les contaminent, elles ne peuvent rien faire pour les forêts et les zones naturelles. Ainsi le vent, la pluie et les cours d'eau ramènent sans cesse les particules dangereuses vers les habitations. Greenpeace et d'autres organisations indépendantes affirment sur la base de leurs mesures de radioactivité que les endroits décontaminés restent trop dangereux pour y vivre à long terme. Pourtant, en mars 2018, les déplacés qui refusent de retourner dans les zones nettoyées par les «liquidateurs» japonais perdront tous les soutiens financiers mis en place par le gouvernement.

**Il s'agit d'une double injustice:** vivre en exil, sans le moindre soutien et faire face à l'indifférence et à la menace

sanitaire venu de l'exposition aux radiations en 2011 ou retourner vivre chez soi et prendre le risque de la contamination radioactive. Une petite minorité de déplacés sont rentrés chez eux. Ils vivent depuis complètement isolés dans des localités où la population et les activités culturelles et économiques font cruellement défaut.

#### Contre le sens du temps

Pendant ce temps au Japon c'est le retour du nationalisme triomphant. Une ligne politique suivie par Shinzo Abe et qui lui a permis de se faire réélire en octobre 2017, devenant le premier ministre ayant servi le plus longtemps à ce poste dans l'histoire du pays. Face à un tel trend politique, Fukushima et ses exilés font taches.

Il est donc particulièrement réjouissant d'apprendre que les paroles de Mitsuko Sonoda ont été entendues lors de la séance du Conseil des droits de l'Homme. Le sort des déplacés de Fukushima est très largement pris en compte dans le Rapport national du Conseil des droits de l'Homme concernant le Japon et publié en novembre 2017. Ce n'est pas ça qui fera plier le gouvernement japonais, mais au moins les efforts de Mme Sonoda ont permis de rappeler le sort des déplacés dans le contexte des Nations Unies.

Presque 7 ans ont passé depuis le Tsunami de 2011. Sur place, les problèmes d'eau contaminées ne sont toujours pas réglés. Grâce au travail de dizaines d'ingénieurs qualifiés et des milliards d'investissement, on dispose aujourd'hui de robots qui permettent de situer vaguement l'emplacement du combustible fondu des réacteurs accidentés.

**La catastrophe de Fukushima ne fait que commencer. Il faut tout faire pour que ses victimes ne soient pas oubliées.**

*Mathias Schlegel*



## TROISIÈME FORUM SOCIAL MONDIAL ANTINUCLÉAIRE

Dans la lignée des grands forums sociaux mondiaux (Porto Alegre, Mumbai, Tunis etc...) le 3ème Forum social mondial antinucléaire (FSMA) s'est tenu à Paris du 2 au 4 novembre dernier. Depuis le premier rassemblement à Porto Alegre en 2001 la dynamique du forum social mondial se poursuit en s'orientant vers des réflexions thématiques. Cette année, c'est en France, pays le plus nucléarisé au monde par nombre d'habitants que s'est tenu le troisième FSMA.

Voici un compte-rendu légèrement autocritique de J-L Pasquinet, membre actif du «Comité de Facilitation» du FSMA:

450 participants, des délégations de 20 pays, 31 ateliers, 3 plénières: apparemment un grand succès dans une époque où il est si difficile de mobiliser sur le nucléaire!

### Les thèmes abordés:

Le nucléaire militaire comme le nucléaire civil, l'extraction de l'uranium, les travailleurs du nucléaire, la santé et les radiations, les normes de radioprotection, l'eau et le nucléaire, les catastrophes (Maiak, Chernobyl et Fukushima), ETHOS et l'obligation de «vivre avec» la contamination radioactive, l'EPR, Astrid, la filière plutonium, les luttes antinucléaires dans différents pays, la création d'un mouvement antinucléaire international, la situation dans différents pays, etc.

Les ateliers étaient dispersés sur trois sites ce qui n'a pas rendu les choses faciles, mais dans l'ensemble les participants ont été satisfaits.



Ce fut une occasion pour des membres d'un mouvement antinucléaire français divisé de se rencontrer et de travailler ensemble. Et pour l'organisation des ateliers nous avons été victimes de notre succès, nous avons eu 59 propositions alors que nous n'avions qu'une trentaine de places. Nous avons donc dû demander à des organisations ayant proposé un thème similaire de travailler ensemble afin de fusionner. Exercice que l'on aurait pu croire difficile mais qui a

néanmoins réussi. Ce fut aussi l'occasion pour des organisations venant de différents pays de se rencontrer et d'échanger sur la situation dans leurs pays, et d'évoquer des dossiers communs, comme l'EPR, l'extraction de l'uranium, etc...

### Quelques critiques cependant:

Très peu de bénévoles, 10 contre 12 personnes organisatrices au sein du Comité de Facilitation. Cela est sans doute le reflet de la difficulté de mobiliser sur des thèmes critiques de la société industrielle aujourd'hui et plus particulièrement sur le nucléaire en France.

Nous avons évoqué plus haut l'idée de rassembler plusieurs organisations autour d'une même thématique, sans doute un moment important de ce FSMA, mais malheureusement ce début d'échanges, s'est souvent terminé par les présentations faites par les orateurs des différentes organisations et le débat entamé entre les organisations ne s'est pas toujours poursuivi dans les ateliers avec les participants.

### Arrêt du Nucléaire - Savoie:

#### l'impossible débat

«On venait de nous expliquer que l'arrêt de toutes les centrales nucléaires de la planète (et son remplacement par du fossile) conduirait à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre de 2,7% par rapport au total des émissions de tous les usages de l'énergie confondus. J'ai fait remarquer qu'il n'y aurait donc quasiment pas d'impact sachant qu'il y avait sans doute des marges de réduction possibles en utilisant un peu plus de gaz et un peu moins de charbon. Mais impossible de discuter, ni avec X ni avec Y, qui ont fait des énergies fossiles le mal absolu. Ils nous démontrent par A + B que le nucléaire est une catastrophe (et donc qu'il faudrait l'arrêter le plus vite possible) qu'il est possible politiquement de prendre des décisions pour l'arrêter, contrairement à la «catastrophe climatique» que les Etats ne peuvent pas décider d'arrêter, et lorsqu'on leur demande de définir une priorité et de réfléchir à une revendication d'arrêt du nucléaire qui soit claire et compréhensible par tous, ils nous disent qu'ils ne veulent pas des fossiles! (Alors qu'arrêter le nucléaire sous-entend s'appuyer sur tout ce qu'on trouvera au moment de la décision)»

### Arrêt du Nucléaire - Gare:

pas de conclusion retentissante! «J'aurais aimé, et j'aurais tenté d'œuvrer en ce sens, que nous sortions un texte exprimant que le nucléaire est un crime contre l'humanité, que nous appelions à l'organisation d'un tribunal international citoyen appelé à en juger, et que nous en revendiquions l'arrêt pur et simple qu'elles qu'en soient les conséquences».

### Collectif contre l'ordre atomique:

#### confusion entre colloque et rencontre:

Des ateliers qui ressemblaient plus à des conférences-débats (avec parfois peu de débat) qu'à des discussions entre égaux, introduites par ceux qui les avaient proposés. La part belle faite dans les ateliers à des «stars» qui n'avaient pas forcé-

ment une réflexion originale sur le nucléaire. Apprendre par un savant est certes important, mais la règle de départ - à ce que je croyais avoir compris - n'était pas celle d'une conférence où on pose au prof, comme à la fac, des questions (intelligentes), mais celle d'une vraie discussion entre points de vue différents.

**Le problème de l'absence quasi totale de couverture médiatique:**

Le même jour de l'ouverture du FSM (2 nov.) Libé sortait avec une quatrième page entièrement occupée par une publicité (en couleur - verte - ça va sans dire), d'EDF. Le FSM venait à peine de se terminer que M. Hulot annonçait le report du projet de réduction progressive du nucléaire dans le mix énergétique français.

Or la question du rapport entre médias et nucléaire, n'est pas une question anodine, surtout en France. Elle a des conséquences pratiques évidentes, mais nous n'avons pas été capables de les prévoir et de percer la chape de silence qu'on fait peser sur ce sujet.

Quand je parle de chape de silence, je ne pense pas seulement aux pressions des annonceurs (EDF) sur la presse, je pense à l'utilisation de la lutte contre le dérèglement climatique comme argument pour justifier la poursuite du

nucléaire, qui touche en profondeur non seulement une population pour qui les centrales font partie du paysage, mais atteint la mouvance dite écologiste. Je pense aussi à l'absence totale d'intérêt de journalistes écologistes qui ont pignon sur rue.

Or, tous les FSM ont eu toujours un retentissement médiatique qui leur donnait du sens. Si ce retentissement n'est pas au rendez-vous, c'est évident que quelque chose cloche. Et ce quelque chose nous aurions dû le prendre en compte depuis le début.

**Nous n'avons pas assez parlé des luttes:**

Dernière question où nos insuffisances ont été manifestes, est la portion congrue réservée aux luttes par rapport aux ateliers d'experts ou d'organisations. A l'exception de celui animé par les Indiens et celui sur Bure, j'ai eu l'impression que notre horizon s'arrêtait aux groupements antinucléaires et à leurs activités, plus ou moins radicales, juridiques, ou légales. Or, si le nucléaire ne s'enterre pas de lui-même, seules des luttes touchant les populations concernées pourront en décréter l'arrêt.

*Jean-Luc Pasquinet*

*Décroissance Ile de France, Ex Comité Stop Nogent et co-auteur du livre «Nucléaire: Arrêt immédiat».*

**PRIX NOBEL POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES**

Le prix Nobel de la paix 2017 a été attribué en octobre dernier à la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN). Il couronne les efforts de centaines d'ONG du monde entier qui ont abouti à l'adoption du traité sur l'interdiction des armes nucléaires le 7 juillet dernier par 122 pays sur les 193 Etats membres de l'ONU.



Ce traité marque une étape décisive vers un monde sans arme nucléaire car jusqu'ici, si l'arme nucléaire était interdite d'utilisation puisqu'elle correspondait à un crime contre l'humanité, sa possession ne l'était absolument pas. Or le texte prévoit dorénavant expressément l'interdiction de fabrication, de possession, de menace!

Voici donc les armes nucléaires mises sur pied d'égalité avec les autres armes de destruction massive reconnues illégales et inacceptable : les armes biologiques et chimiques, qui ont tout d'abord été interdites avant que ne soit mise en œuvre leur élimination.

Bien que boycotté par les neuf puissances nucléaires: les Etats Unis, la Russie, le Royaume Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord, qui possèdent 15000 armes nucléaires, ce traité est le point de départ d'un mouvement mondial des peuples pour faire pression sur leurs dirigeants.

Au moment où D.Trump s'engage dans une escalade verbale guerrière avec le leader nord-coréen, les démonstrations de force des uns et des autres ponctuées de tirs de missiles balistiques et d'essais nucléaires démontrent clairement que l'abolition des armes atomiques n'est pas une utopie mais une nécessité absolue!

*ACR*



**1<sup>er</sup> mai:**  
Une solide formation de ContrAtomistes dans le cortège.



jjkphoto.ch

**Lyon, occupation des ponts organisée par Stop Bugey le 18 mars 2017 pour demander la fermeture du Bugey.**



**26 avril 2017:** pique-nique devant le consulat de France (GE), pour demander la fermeture du Bugey



jjkphoto.ch

**26 avril 2017,** après avoir marqué la fin de 10 ans de Vigie d'IndependentWho devant l'OMS, en route pour la manif de ContrAtom demandant l'arrêt immédiat du nucléaire!



jjkphoto.ch

**Alternatiba 2017**

Présence de ContrAtom avec Sortir du Nucléaire



jjkphoto.ch

**JAB**  
**1211 Genève 8**  
**PP (Journal)**  
**CH-1211**  
**Genève 8**